



DRFIP DU RHONE

LE PROJET LOCAL DE LA GEOGRAPHIE REVISITEE SE RÉVÈLE PEU À PEU

Le 28 mars 2019, la DRFIP du Rhône dévoile en partie son projet de géographie revisitée lors d'une audience de la délégation départementale du Rhône de l'Association des Comptables Publics (ACP).

L'analyse de la CGT du démantèlement programmé de notre administration est totalement confirmée.

Au programme : fusion de services (SIP, SIE, SPF), fermeture de toutes les trésoreries, fusion de services entre départements ...

Cette analyse s'appuie sur l'ensemble des publications (DGFIP, ministres, ...) et sur ce compte rendu (CR) de l'audience de l'ACP. Bien sûr, si la DRFIP estime que nos propos ne sont pas fondés, elle peut faire un démenti et s'expliquer. Ci-dessous, en titre de paragraphe, ce que reprend le CR de l'ACP puis les commentaires de la CGT. (L'intégralité du CR est publié sur le site de la section).

1/ La DRFIP 69 a élaboré son projet en février avant le départ de M RIQUEUR et l'a transmis en temps utile à la DG.

En conséquence, soit les directeurs ne communiquent pas entre eux, soit certains mentent ou sont victimes de troubles de la mémoire puisqu'ils ont affiché face aux agents un mutisme total ou ont juré ne pas être au courant d'un tel projet.

La démétropolisation annonce des mutations à la campagne, voire dans d'autres départements pour les services implantés dans la métropole. Rappelons que le projet de loi de transformation de la fonction publique prévoit les modalités pour les emplois supprimés dans le cadre de restructurations, les détachements automatiques en cas d'externalisation, la rupture conventionnelle ... sans oublier que les CAP seront vidées de leurs prérogatives et ne pourront plus exercer leur rôle de défense des agents !

2/ La DRFIP rappelle que 7 directions sont en préfiguration de ces organisations déconcentrées dont le Pas de Calais avec le Nord, ancienne affectation de notre nouveau DR.

La CGT a dévoilé depuis juillet 2018 cette préfiguration dévastatrice. Dans ces directions 15 à 20% de suppressions de postes permet d'évaluer que 350 à 500 emplois devraient bientôt disparaître dans le Rhône !

3/ Le projet a été composé en adéquation avec les lignes directrices de la DG :

- *taille critique des services (cible de 50 agents)*
- *organisation des missions en front office/back office*
- *maintien de la liaison de proximité aux usagers en version assouplie*
- *implantation des services dans les bassins de domiciliation des agents*
- *fin du paiement en numéraire (dans le réseau, la mission est externalisée Loi De Finances 2019)*

Lorsque la CGT questionnait la DRFIP les réponses se voulaient rassurantes. Pour la CGT, la géographie revisitée dans le département impactera les services et les agents avec la même violence qu'ailleurs ! Les agents devront suivre leur mission (jusqu'où ?), dans un contexte de recul généralisé des garanties collectives. Les services seront fusionnés et déplacés, etc...

4/ Le département est engagé dans l'expérimentation d'un accueil transversal effectué au sein des MSAP

Actuellement, 14 MSAP sont implantées dans le Rhône, certaines sur des communes où des trésoreries vont fermer. C'est l'émergence d'un service public à deux vitesses. C'est la fin d'un service public de qualité permettant à l'usager de repartir avec la réponse à son problème. Les collègues (ou contractuels !?) qui interviendront dans ces Maisons France Services (MFS) ne seront pas compétents pour répondre aux sujets aussi divers que la fiscalité, Pôle Emploi, CAF ...



5/ SPL - En front office : un conseiller implanté dans chaque EPCI qui mettrait en œuvre une offre de conseil au plus près des collectivités, et en liaison avec les experts DRFiP.

En back office : des trésoreries de périmètre et de taille élargis (50 agents), implantées en périphérie de Lyon, pour gérer l'ensemble des opérations de gestion dévolues à un poste SPL.

En clair : Toutes les trésoreries seront fermées au profit de structures « back office » de 50 agents, réparties sur le département. C'est la fin du maillage territorial et le travail sera organisé sur une base industrielle d'abatage des tâches. C'est aussi la mobilité forcée pour les agents et ses conséquences néfastes au quotidien : éloignement du domicile, fatigue accrue, déconnexion avec les usagers, perte de sens du travail ...

6/ Fiscalité des particuliers : principe de concentration (50 agents), sans impacter les implantations territoriales actuelles : aucun des SIP installés en dehors de Lyon, y compris donc Vénissieux et Vaulx-en-Velin, ne sera supprimé. En revanche, des SIP lyonnais seront fusionnés.

En prenant en compte les transferts d'emploi liés à la création du PCR2, il est possible d'envisager qu'à la CAE il ne reste qu'un seul SIP, Ça tombe bien, la nouvelle CAE sera plus petite !

7/ Fiscalité des professionnels : certains SIE implantés hors de Lyon seront regroupés, (taille critique de 50 agents). Idem pour les SIE lyonnais. Certaines activités pourraient être regroupées et traitées à distance dans un service spécialisé (ex : AVISIR, relance des défaillants).

Pour les agents comme pour ceux des trésoreries cela annonce des mouvements forcés vers de nouvelles implantations.

8/ Pour les services de Direction : Non concernés dans l'immédiat, faute de visibilité quant à d'éventuels transferts au bénéfice d'autres départements. Des évolutions d'implantations géographiques ne sont pas exclues. La DRFiP précise qu'elle reste dans l'attente d'une composante majeure : les éventuelles opérations de démétropolisation à initier au profit d'autres départements ...

Pour la CGT, ce qui est sûr : le projet de la DRFiP sera douloureux. Le calendrier des opérations débutera par les opérations les plus faciles à mettre en œuvre. Il y a des surfaces disponibles sur les sites de Bron et de Caluire. Il sera plus facile pour la DRFiP de fusionner des SIP et SIE dans un premier temps. Nous attendons les annonces sans illusions, mais il n'y aura pas de bonnes surprises.

Pour autant ce projet, présenté comme inéluctable, peut être abandonné si la mobilisation des agents arrive à un niveau suffisant. Ce n'est pas encore le cas. La CGT est prête pour organiser la lutte.

Mobilisons-nous, tous ensemble, nous pouvons faire échouer ce plan de démantèlement.

Lyon, le 17 mai 2019